

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 205-215

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__205_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 6. — JUIN 1919

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 MAI 1919

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. PAUL MEURIOT, PRÉSIDENT, ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MARS 1919. — OBSERVATIONS RELATIVES AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 AVRIL 1919.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

NÉCROLOGIE.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATION DE M. LE BARON MOURRE : « L'INFLUENCE DE LA PRODUCTION D'OR SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE 1920 A 1913 »

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. PAUL MEURIOT, PRÉSIDENT, ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MARS 1919 — OBSERVATIONS RELATIVES AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 AVRIL 1919

La séance est ouverte à 17^h 30, sous la présidence de M. Paul MEURIOT, président, qui met aux voix l'adoption des procès-verbaux des séances des 19 mars et 16 avril 1919, insérés dans les journaux d'avril et de mai 1919.

Le procès-verbal de la séance du 19 mars est adopté sans observations; sur celui de la séance du 16 avril 1919, M. NEYMARCK présente les observations suivantes :

Il a cité une publication groupant une quantité de statistiques financières que vient de faire paraître le Bureau de Statistique du Ministère des Finances, à la tête duquel se trouve notre collègue M. Ronce, intitulée « La France économique et financière »; en en faisant l'éloge, il avait fait remarquer qu'elle portait le même titre que le livre bien connu de M. DE FOVILLE.

Il rappelle en outre qu'à diverses reprises, il a fait remarquer que, bon an mal an, l'épargne française, après avoir acquitté toutes ses charges, fait face à ses besoins, mettait de côté et plaçait de 1 milliard 500 millions à 2 milliards (Voir la communication qu'il a faite à la Société de Statistique dans sa séance du 21 mars 1906 : « L'Épargne française et son développement annuel. A combien s'élèvent annuellement les placements de l'épargne française en titres mobiliers? »). M. Paul LEROY-BEAULIEU (et non M. DE FOVILLE, comme le dit

le compte rendu) était plus optimiste que lui et avançait le chiffre de 2 milliards 500 millions à 3 milliards.

D'autre part, il s'est toujours bien gardé de faire une évaluation globale de ce qu'on appelle la fortune du pays et il n'a pas dit que M. DE FOVILLE donnait la même estimation que celle de M. COLSON sur le montant de cette fortune. Il a critiqué le mode d'évaluation qui consiste à additionner le total de la fortune mobilière avec celui de la fortune immobilière, car il y a là de multiples emplois, et, d'autre part, sans que déduction ait été faite sur le montant de la fortune immobilière du montant de la dette hypothécaire.

Il a rappelé à ce sujet qu'à la Commission du Cadastre, de concert avec plusieurs de ses collègues, il avait essayé de faire cette évaluation et entrepris une enquête, mais qu'il avait été impossible d'arriver à une évaluation approximativement exacte. Les chiffres de 10 à 15 milliards avaient été avancés. Il faut tenir compte, d'autre part, des nombreuses dettes chirographaires.

Enfin, il a bien dit qu'il était intéressant de poser la question pour savoir «quelles sont les meilleures méthodes de statistiques pour fixer les revenus d'un pays», mais il a ajouté, comme le demandait son collègue M. Fernand FAURE, qu'il faudrait tout d'abord s'entendre sur ce qu'on appelait *fortune, revenus, épargnes, disponibilités, capital*.

Sous réserve de ces observations, ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président met aux voix les candidatures de MM. CHEVALIER, GRAS, Henri LIÉVIN, TRIGNART et Gustave RENARD, présentés à la dernière séance. Ces candidatures n'ayant appelé aucune observation particulière, sont acceptées à l'unanimité, et MM. CHEVALIER, GRAS, Henri LIÉVIN, TRIGNART et Gustave RENARD sont nommés membres titulaires.

M. le Président annonce ensuite qu'il a reçu une demande d'admission, au titre de membre titulaire, de M. Alfred BERRAN, expert-comptable du Commerce et de l'Industrie, 8, rue Faraday (XVII^e), présenté par MM. R.-G. LÉVY et BARRIOL.

Conformément à l'usage, il sera statué sur cette candidature à la prochaine séance.

NÉCROLOGIE

M. le Président a la douleur d'annoncer à la Société le décès de nos collègues: KIAËR, directeur honoraire du Bureau central de Statistique à Christiania, membre honoraire associé; Paul DUBOIS, administrateur de la Compagnie des Eaux de Vichy, membre titulaire, et Maurice BELLOM, ingénieur en chef au corps des Mines, qui fut président de la Société en 1915.

M. le Président rappelle le souvenir de nos chers collègues dans les termes suivants :

MES CHERS COLLÈGUES,

J'ai le triste devoir de vous faire part du double deuil qui frappe notre Société : notre distingué confrère et ancien président, M. Maurice BELLOM est mort dans les premiers jours de ce mois, précédé de peu dans la tombe par l'un de nos plus vieux et les plus sympathiques associés, M. A.-N. KIAËR, de Christiania.

Avec la mort de M. BELLOM, vous avez appris la simplicité expressément voulue de ses obsèques qui ont eu lieu à Beauvais; mais s'il n'a été donné à aucun de nous d'adresser à notre collègue le suprême adieu, vous ne refuserez pas à votre Président actuel de rappeler en quelques mots ce que son prédécesseur a été au milieu de nous. Un autre que moi pourra vous dire et vous dira

certainement la belle carrière administrative de l'ancien élève de Polytechnique et la valeur de son enseignement à l'École supérieure des Mines.

Dans notre Société, M. BELLOM était déjà l'un de nos anciens collègues, bien que par son âge, il fût loin d'être l'un de nos doyens. Il disparaît, en effet, à peine âgé de cinquante-trois ans, et il était des nôtres depuis 1890; il fut certainement, lors de son élection, l'un des plus jeunes membres de la Société de Statistique de Paris, un de ceux dont on peut le plus prédire le cinquantenaire. Il nous était venu sous le patronage du Président de 1890, M. l'inspecteur général des Mines, Octave KELLER, aujourd'hui l'un des doyens de nos anciens présidents, et du toujours regretté Émile CHEYSSON, qui fut pour BELLOM son initiateur aux études sociales.

Maurice BELLOM nous a donc appartenu près de trente ans et son passage parmi nous a été marqué par sa longue collaboration à notre Journal et sa présidence en 1915.

Pendant plus de vingt-cinq ans, notre collègue a rédigé pour notre Journal la chronique des questions ouvrières et des assurances sociales. Sa première est de 1893; sa dernière, d'hier, a paru dans le numéro de mars de cette année. Très versé dans ces matières, BELLOM était au courant de tout ce qui, chez nous et à l'étranger, se publie dans ce domaine si vaste, si complexe et qui s'étend chaque jour. Pour nous, il résumait une somme énorme de lectures, les mettait au point, les comparait par la réflexion personnelle et nous les rendait ainsi plus accessibles.

Du reste, son autorité en ces sujets était assez reconnue pour qu'il reçût l'honneur et la charge de rapporteur dans les congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales. Cela devait le conduire naturellement à l'Institut international de Statistique où il fut élu en 1907.

Les travaux de BELLOM et tout particulièrement leur caractère philanthropique lui valurent de précieuses et hautes distinctions. En 1903, la Société d'Encouragement au bien lui décernait une médaille d'or spéciale. A l'Académie des Sciences morales et politiques, il avait obtenu en 1901 la grande médaille d'or du prix Audéoud, récompense de « ses travaux relatifs à l'amélioration du sort des classes ouvrières et au soulagement des pauvres ». Quelques années plus tard, en 1907, la même Académie reconnaissait une fois de plus les services rendus par notre collègue à l'économie sociale en lui attribuant le prix Corbay. Enfin, l'Académie Française, en faisant de M. BELLOM le lauréat du prix Fabien en 1909, le désignait comme l'un des auteurs ayant « proposé les moyens les plus justes, les plus efficaces, les plus pratiques pour améliorer la situation morale et matérielle de la classe la plus nombreuse ».

Au milieu de tous ses succès, notre Société n'avait pas oublié M. BELLOM : en 1901, elle lui avait décerné le prix Bourdin.

C'était le désigner pour la présidence où il ne fut élu cependant qu'en 1915. Aussi, son prédécesseur, notre ami M. HUBER, pouvait-il, en lui cédant le fauteuil, s'étonner aimablement que Maurice BELLOM ne l'eût pas occupé plus tôt. Mais l'activité de notre collègue était réclamée par de si nombreuses et si diverses besognes !

Entre MM. HUBER et MALZAC, M. BELLOM a été notre second président de guerre. Notre collègue était alors mobilisé en qualité de colonel d'artillerie et attaché à la place de Vincennes. Mais il n'en présida pas moins nos séances avec une ponctuelle régularité et vous n'avez certes pas oublié ses éloquents allocutions empreintes d'un ardent patriotisme et d'un admirable esprit d'union sacrée. Toutefois, ce n'était pas sans appréhension que nous le voyions venir à nos réunions. De santé fort délicate, enclin pour lui-même à peu, trop peu de ménagements, il n'avait pas assez calculé ses forces et il devait payer d'une fin prématurée l'excès de fatigue provoqué par la guerre. Lui aussi a été une victime du fléau ! Au moins, en quittant ce monde, aura-t-il eu la consolation de contempler la Victoire, *in luce novissima*.

Je vous demande, mes chers Collègues, d'envoyer en votre nom, à M^{me} BELLOM et à sa famille, l'hommage ému de nos sympathies et de nos respectueuses condoléances.

Une quinzaine de jours avant notre ancien Président, notre associé honoraire A.-N. KIAER mourait à Christiania, à l'âge de plus de quatre-vingts ans.

A.-N. KIAER avait dirigé pendant de longues années la statistique du royaume de Norvège; il était l'un des doyens de nos associés étrangers, car il appartenait à notre Société depuis 1878. Plusieurs de ses travaux ont fait l'objet de comptes rendus dans notre Journal, et précisément M. BELLOM avait étudié son remarquable travail sur la répartition des revenus et des fortunes en Norvège. Cette question fut encore de la part de M. KIAER l'objet de « rapports » présentés à l'Institut international de Statistique, dont notre vénéré confrère était membre depuis l'origine et à la fondation duquel il avait pris une part active.

Tous ceux qui ont été en relations personnelles avec M. KIAER ont certainement éprouvé la bienveillance de son accueil et de ses conseils. Beaucoup d'entre nous l'ont vu à Paris, il y a dix ans, lors de la session de l'Institut international de Statistique, et sont restés sous le charme de ce savant aimable, dont la vieillesse souriante a pu faire envie aux plus jeunes.

M. KIAER était un sincère ami de notre pays. Il l'avait prouvé dans nos jours de détresse, car en 1871 (nous tenons ce détail de notre éminent ami M. NEYMARCK) il avait été, en Norvège, un des premiers souscripteurs à nos emprunts de libération. Nous ne doutons point qu'il ait été heureux d'avoir assez vécu pour assister au magnifique relèvement de la France.

En votre nom, mes chers Collègues, je prie M^{me} KIAER de vouloir bien agréer nos condoléances et l'assurance que nous garderons un vivant et affectueux souvenir à notre associé disparu.

M. NEYMARCK ajoute que M. KIAER a été l'un des premiers membres de la Société internationale de Statistique; c'était un savant aimable qu'il a eu le plaisir de présenter jadis à M. Fallières. Il aimait la France; à cette question qu'il lui a posée : « Existe-t-il des rentes françaises en Norvège? » il répondit : « Nous avons fait comme vos paysans, nous avons souscrit et gardé les titres de rente française. »

Une notice nécrologique sur nos regrettés collègues paraîtra ultérieurement dans le Journal.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages dont la liste sera indiquée à la fin du Journal.

Il fait une mention spéciale des travaux suivants : « The Financial Situation of France », article publié par *The Bankers Magazine*, numéro de novembre 1918, de M. Alfred NEYMARCK. « Some attempts towards race Hygiene in France during the war », par M. Lucien MARCH, et « Les Jours noirs à la Bourse de Paris », par M. Emmanuel VIDAL.

M. le Président signale un ouvrage de MM. Jean BRUNHES et Camille VALLAUX (Collège de France), intitulé « German Colonization in Eastern Europe ».

COMMUNICATION DE M. LE BARON MOURRE : « L'INFLUENCE DE LA PRODUCTION D'OR SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DE 1820 A 1913. »

M. MOURRE fait remarquer qu'abstraction faite des perturbations causées par les crises, il y a à certaines époques de l'histoire de longues périodes d'activité et de torpeur commerciales. La courbe du taux de l'escompte, symptôme

de l'activité commerciale, emportée pendant une longue suite d'années par un ensemble de forces économiques dans une direction constante, en est la preuve.

Le conférencier examine l'influence de la production d'or qui lui paraît être une de ces forces.

La production d'or agit en suscitant la hausse des prix qui, elle-même, provoque l'optimisme. Des prix croissants donnent l'illusion d'une richesse croissante.

Théoriquement du reste, des prix élevés causés par une grande abondance monétaire peuvent coïncider avec de l'inactivité commerciale, mais s'il n'en est pas ainsi, si, comme on vient de le voir, la hausse des prix stimule le commerce, la courbe du taux de l'escompte doit être ascendante, car, en présence d'une demande plus active de produits et de services, tout le monde cherche à se procurer de la monnaie pour acheter. Celle-ci tend à s'écouler dans la circulation, et les banques, pour défendre leur encaisse, élèvent le prix du loyer de l'argent.

D'autre part, la courbe des fonds d'État doit s'abaisser dans les périodes prospères parce que leur taux d'intérêt se proportionne dans une certaine mesure au taux de l'escompte et au rendement des valeurs industrielles qu'on capitalise à un taux plus élevé, et aussi parce que les fonds d'État sont moins en vogue que les valeurs industrielles.

M. MOURRE présente deux graphiques, l'un allant de 1820 à 1866 relatif à l'Angleterre, l'autre allant de 1866 à 1913 concernant la France.

Il remarque que de 1820 à 1850 la production d'or fut peu importante. On ne possède ni indice-number, ni courbe utilisable pour le taux de l'escompte que la Banque d'Angleterre maintenait dans une immobilité artificielle, mais les consolidés anglais haussèrent de 67,85 à 96,50. On peut donc présumer une certaine torpeur commerciale pour cette époque.

De 1850 à 1866, augmentation considérable de la production d'or dont la moyenne annuelle passe brusquement de 54.759 kilos à 199.388 kilos. L'index-number de Sauerbeck monte de 116 à 167. La ligne du taux de l'escompte s'élève, les consolidés baissent de 96,50 à 87,25. Donc de 1850 à 1866, très forte production d'or, activité commerciale.

Si l'on passe à la France de 1866 à 1891, production d'or fléchissante, le nombre indice s'abaissant de 149 à 109, l'escompte tombant de 3,67 à 3 %, la rente française s'élevant de 66,52 à 81,70. Donc, de 1866 à 1891, faible production d'or, torpeur commerciale.

De 1891 à 1897, production d'or très considérable, mais, phénomène curieux, la torpeur commerciale persiste; le nombre indice continue à baisser de 109 à 92; l'escompte fléchit de 3 à 2; la rente monte de 94,45 à 103,42. Ce rapport anormal entre la production d'or et l'activité commerciale s'explique par l'influence de la crise anglaise de 1890 et de la crise américaine de 1893 qui dépriment les affaires.

De 1897 à 1913, production d'or considérable; les indices montent de 92 à 128; l'escompte s'élève de 2 % à 4 %; la rente tombe de 100,72 à 87,25. Donc forte production d'or, activité commerciale.

Les chiffres du commerce extérieur français viennent confirmer les indications fournies par le taux de l'escompte et les fonds d'État au sujet de l'activité commerciale dans les différentes périodes examinées. M. MOURRE, de 1820 à 1913, donne les chiffres du commerce spécial de la France et ceux du commerce général de l'Angleterre (exportations). Tenant compte de l'influence dépressive ou haussière qu'exercent sur ces chiffres les changements opérés dans les prix, il rectifie les chiffres d'après les variations des index-numbers. Malgré ces corrections, on trouve que l'accroissement commercial est beaucoup plus rapide dans les périodes 1850-1866 et 1897-1913, c'est-à-dire dans celles que les courbes du taux de l'escompte et des fonds d'État désignent comme périodes actives.

Après avoir distingué la hausse des prix amenée par l'or de l'inflation mal-

saine provoquée par des émissions excessives de billets, M. MOURRE dit que quatre fois sur cinq on constate un rapport entre la production d'or et l'activité commerciale et que, la cinquième fois, l'exception s'explique. Il ne s'ensuit pas pour cela que la production d'or soit la cause unique de l'activité commerciale. La productivité des entreprises nouvelles créées, le régime commercial par exemple sont des facteurs de premier ordre. En outre, on ne peut affirmer en présence d'une coïncidence constatée quatre fois que la production d'or ait une action très marquée, car d'autres causes plus puissantes peuvent agir en même temps qu'elle et le rôle de l'or apparemment très sensible peut en réalité n'être qu'insignifiant.

De 1897 à 1913, à l'afflux d'or venant des mines il faut ajouter comme cause ayant élevé le niveau des prix le développement considérable des divers instruments de paiement et des compensations. Compenser c'est créer une monnaie de compte nouvelle, c'est donc augmenter la quantité de monnaie qui existe dans le monde, et faire hausser les prix.

M. le Président remercie le conférencier et ouvre la discussion.

M. Alfred NEYMARCK dit que la question traitée par M. le baron MOURRE a été bien souvent examinée par les économistes et les statisticiens, notamment ici-même en 1908 et 1912, et il pourrait reproduire, sans avoir à les modifier, les observations qu'il présentait ainsi que celles de notre collègue YVES-GUYOT. M. Alfred NEYMARCK estime que l'influence de la production de l'or et, à un point de vue général, de la monnaie d'or et d'argent est infinitésimale sur les prix et sur l'activité économique, suivant les termes de la question à l'ordre du jour. La production de l'or, comme celle de l'argent, est un facteur économique, mais bien d'autres facteurs économiques contribuent au nombre, à l'importance, à l'étendue des transactions commerciales, financières, industrielles, aux fluctuations en hausse ou en baisse des prix des marchandises, des fonds publics, des valeurs mobilières diverses : ces facteurs économiques sont notamment, les moyens d'échange et de paiement supplémentaires, tels que billets de banque, lettres de change, billets ou ouvertures de crédit, fonds d'État et valeurs mobilières, chèques, compensations. Dans un pays où il y a un ou des marchés financiers et des banques, il se fait, chaque fois, à l'aide des virements et compensations des affaires énormes avec peu ou point de monnaie d'or et d'argent. Voyez le nombre de milliards qui, rien que pour les virements, sont échangés, compensés par la Banque de France qui est notre grande chambre de compensation. Comparez, d'autre part, la proportion de la production de l'or au montant des émissions de titres mobiliers et, d'autre part, la proportion de l'encaisse or à la circulation dans les banques d'émission européennes. M. Alfred NEYMARCK donne quelques chiffres qu'il a constamment mis à jour et se trouvent détaillés dans ses divers rapports et travaux sur les valeurs mobilières, à l'Institut international de Statistique, au Congrès des Valeurs mobilières et dans les *Finances contemporaines*.

De 1881 à 1885, la production de l'or a été de 2.646 millions, en 1896-1900 de 6.667 millions, en 1906-1910 de 11.237 millions.

Pendant les mêmes périodes considérées, le montant des émissions a été de :

En 1881-1889	24.100 millions.
— 1896-1900	60.000 —
— 1906-1910	114.100 —

D'autre part, l'encaisse or et la circulation dans les banques d'émission européenne ont suivi, depuis 1890, les mouvements suivants :

	Encaisse or	Circulation
1890	4.590 millions.	13.276 millions.
1900	8.160 —	15.831 —
1910	12.122 —	22.254 —
1915	17.258 —	45.045 —
1918	19.812 —	127.967 —

Que pèsent, quelle influence exercent ou peuvent exercer, en présence de ces chiffres formidables, les milliards d'or qui ont été extraits de la terre depuis 1492?

Ce qui est vrai — et le monde entier l'a vu depuis 1914 — c'est que la demande de monnaie effective, or, argent, cuivre, augmente avec la crainte et l'inquiétude. Il y a longtemps déjà que Rossi, Jean-Baptiste SAY, Michel CHEVALIER, etc., ont dit qu'en temps de guerre le prix de la monnaie, surtout de la monnaie d'or, s'élève. Il en est de même partout où il n'y a pas de sécurité. Les peuples de l'Asie enterraient jadis leur or et leur argent; ils le font encore dans de moindres proportions; mais cet or et cet argent qui disparaissent, se cachent, dans des temps troublés, reviennent à la lumière, c'est-à-dire à la circulation, quand le calme, la sécurité, la tranquillité et la paix reviennent ou sont rétablis dans le pays. « Supposez, disait Rossi, — qui était particulièrement irrévérencieux (c'était en 1848) — une nation toute composée d'hommes parfaitement honnêtes, avec un Gouvernement digne d'elle, la monnaie métallique est inutile. Des billets, des feuilles de chêne, un signe quelconque des dettes et des créances réciproques suffiraient à toutes les transactions commerciales. Les menues dépenses exigeraient seules, pour plus de commodité, une certaine quantité de monnaie. »

M. Alfred NEYMARCK, en le félicitant de son utile et intéressante communication, estime que quand M. MOURRE aura établi de nouveaux graphiques, en prenant comme indices, à côté de l'or, l'argent et le cuivre, le montant annuel des émissions publiques, des valeurs mobilières, des compensations, virements, lettres de change, etc., il arrivera à ces mêmes conclusions.

Répondant à une objection, M. MOURRE explique que le fait qu'on a beaucoup augmenté les instruments de paiement n'empêche pas l'accroissement de la production d'or d'avoir le même effet haussier sur les prix qu'autrefois. Tout d'abord un afflux d'or nouveau amène une augmentation correspondante de billets de banque. En outre, la hausse des prix amenée par un afflux de monnaie nouvelle, métal ou billets, et se produisant dans les transactions faites en monnaie se répercute sur les transactions par compensations. Les prix s'élèvent dans cette dernière catégorie de la même manière que dans les transactions effectuées au moyen de monnaie. Il ne peut, en effet, y avoir deux prix sur un même marché, l'un pour un objet échangé au moyen de monnaie, l'autre pour un objet identique échangé par voie de compensation. L'or reste toujours l'élément directeur des prix.

M. NEYMARCK engage le conférencier à compléter ses graphiques par les indices et à prendre connaissance de la communication de M. YVES-GUYOT au Journal de la Société.

M. YVES-GUYOT s'exprime ainsi : Puisque M. NEYMARCK a bien voulu rappeler la communication que j'ai faite en 1908 à la Société de Statistique, j'ai demandé la parole.

La conclusion de M. le baron MOURRE a été très prudente, mais la question soulevée, c'est toujours celle qu'on désigne sous le nom de théorie quantitative, dont j'ai exposé les diverses formes dans mon livre *La Science économique*.

Elle a pour origine la quantité d'or et d'argent qui fut apportée en Europe après la découverte de l'Amérique. On constata une hausse des prix au cours du seizième siècle quoique cet afflux de métaux précieux ne fût pas pour l'Espagne une grande source de richesses (1). On en conclut que le prix de toutes choses augmentait en proportion de la masse de ces métaux : l'établissement du prix des choses dépendait de la raison du total des choses au total des signes monétaires (Voir Montesquieu, *Esprit des Lois*, L. XXII, ch. VII et VIII).

Ce n'est pas ainsi que se pose la question. La production de l'or augmente le pouvoir d'achat de ceux qui en disposent, exactement comme une bonne

(1) YVES-GUYOT, *L'Évolution politique et sociale de l'Espagne*.

récolte de blé, l'exploitation d'une mine de houille, la production de coton ou de houille. Ceux qui en bénéficient peuvent se procurer des choses qu'ils n'auraient pas pu se procurer auparavant. Si la quantité de choses disponibles qu'ils veulent se procurer et qu'ils peuvent se procurer n'augmente pas, ces choses augmentent de prix, parce que la demande a augmenté tandis que l'offre est restée à son ancien niveau. Ce n'est pas la qualité de l'or et de l'argent qui a provoqué cet effet, il est le résultat de l'augmentation de pouvoir d'achat que ces métaux ont donné à leurs possesseurs.

Mais cette augmentation de demande qui provoque une augmentation des prix, provoque à son tour une augmentation de production qui, répondant à l'augmentation de la demande, a une tendance à faire baisser les prix.

Prenons les faits qui se sont produits après la découverte des mines d'or de la Californie et de l'Australie. On évalue la production de l'or, de 1493 à 1850, à 4.752.000 kilos qui, au taux de la valeur légale de 3.444¹/₄₄ par kilo d'or fin, représentent une valeur de 16 milliards 367 millions de francs; et celle de 1850 à 1875 à 4.775.000 kilos ayant une valeur de 16 milliards 448 millions.

Ainsi, la production d'un quart de siècle a été un peu supérieure à celle de plus de trois siècles et demi, qui l'ont précédé, et encore pendant cette période antérieure, on compte les deux premières années des découvertes des mines d'or de la Californie.

Pendant ces vingt-cinq ans, l'augmentation des prix aurait dû être soudaine et si elle avait été proportionnelle à la quantité d'or produite, elle aurait dû être de 100 %. L'index-number de « The Economist » donne, comme moyenne, des six années 1845-1850, 2.200 et en 1876, 2.711, soit 23 % en plus.

La production de l'or ne s'arrêta pas. Dans les vingt-cinq ans qui suivirent (1881-1900), la valeur de production de l'or augmenta de 19 milliards 320 millions, soit de 2 milliards 872 millions de plus que pendant la période précédente. Les prix auraient dû continuer à s'élever et dépasser de 117 % l'augmentation qui avait été de 23 %, de 1850 à 1875.

Ils ont baissé! En 1901, l'index-number donne 2.126, soit une baisse de 21,6.

Les chiffres des cinq années donnent :

1901	2.126
1902	1.948
1903	2.003
1904	2.197
1905	2.136

soit une moyenne de 2.082 inférieure au prix de base 1845-1850, de 5,3 %. Ainsi, en cinquante ans, une production d'or supérieure de 217 % à ce qu'elle avait été de 1493 à 1850, non seulement n'a pas augmenté les prix, mais n'a pas empêché une baisse de plus de 5 %.

Pendant ces cinq années, la moyenne annuelle de la production de l'or s'était élevée à 1 milliard 670 millions, tandis que dans la période précédente, elle n'avait été que de 1 milliard 333 millions et cependant cette augmentation de 337 millions par an n'avait pas suffi pour relever les prix.

Mais, dans la période suivante, en 1906, pour la première fois, la production atteint 2 milliards 86 millions; elle franchit ainsi le deuxième milliard! La moyenne annuelle pour cette période quinquennale est de 2 milliards 246 millions. En 1911, elle atteint 2 milliards 394 millions. En 1912, 2 milliards 415 millions. Des gens crient au péril de l'or! Ils en demandaient la limitation de la production. Une hausse des prix s'est produite pendant cette période. Dans quelle mesure, l'augmentation de la production de l'or y a-t-elle contribué?

Relativement aux prix de 1845-1850, la laine était passée de 100 à 133, le coton, de 100 à 130, mais la soie était tombée de 100 à 86. La production de l'or n'était-elle pas égalé pour la soie et pour ces deux autres textiles?

On peut supposer que l'offre de la soie a dépassé la demande, tandis que la demande du coton et de la laine a dépassé l'offre.

Il en était de même pour le blé dont l'indice était de 54 tandis que la viande de boucherie avait l'indice 142.

D'autres facteurs, autrement puissants que la production de l'or exercent leur action dans la détermination des prix. Le développement de l'outillage et des moyens de transport ont été une cause déterminante de la baisse du prix des capitaux circulants. Mais, en même temps qu'il en développait la consommation, par le bon marché, il augmentait le pouvoir d'achat des consommateurs, et ces deux facteurs des augmentations de la consommation ont produit ce résultat qu'on a appelé la disette des matières premières.

Nous avons vu aussi dans les années qui ont précédé la guerre une augmentation de la demande des capitaux. M. LEROY-BEAULIEU avait annoncé à plusieurs reprises que le taux du revenu des capitaux ne cesserait pas de diminuer. Il considérait que tous les grands travaux avaient été faits et que les capitaux s'accumuleraient plus rapidement qu'ils ne seraient consommés. C'est le contraire qui s'est produit et on pouvait le prévoir; car la vieille Europe non seulement n'avait pas achevé son outillage, mais elle devait le transformer. Les États-Unis ont toujours besoin de capitaux pour aménager leurs territoires; et, partout, dans l'Amérique du Sud, dans l'Inde, en Chine, en Russie, on avait besoin de capitaux!

En même temps, les préparatifs militaires en absorbaient une part de plus en plus grande.

Relativement au développement de l'activité commerciale quelle a été l'influence de l'or? De 1897 à 1906, le total de l'excédent des exportations de marchandises des États-Unis a été de \$ 4 milliards 809 millions (25 milliards). L'excédent des importations de l'or aux États-Unis a été de \$ 247 millions ou 1 milliard 280 millions de francs. Cet excédent des importations d'or représente seulement 5 % de l'excédent de l'exportation des marchandises; et il a suffi pour la règle.

L'or joue un rôle d'autant plus restreint dans les transactions que l'organisation bancaire est plus développée.

En 1912, par million de versements reçus et de placements effectués, la part du mouvement de numéraire a été, à la Banque de France, de 13.232 francs; en 1913, de 13. 516 francs.

On peut évaluer qu'il y a de 40 à 50 milliards d'or dans la circulation. Qu'est-ce que cela à côté des centaines de milliards de transactions opérées aux États-Unis, dans la Grande-Bretagne par les Clearing-House. L'année dernière, la Banque de France a fait pour 427 milliards de virements.

En temps normal, ce n'est pas l'encaisse de la Banque qui constitue son crédit, c'est la qualité de son portefeuille.

On a parlé d'inflation provenant des virements, de l'usage des chèques. Rien de plus erroné. Ils n'augmentent pas le pouvoir d'achat de ceux qui en usent : ils facilitent seulement les transactions, en les rendant plus rapides et moins onéreuses.

Ces virements, ces chèques sont des instruments de paiement pour des services effectués ou pour des échanges de marchandises. En réalité, le commerce fait par leur moyen n'est qu'un troc : le virement ou le chèque permettent tout simplement d'échanger des objets qui, comme un cheval et un bœuf, ne seraient pas divisibles. Leur usage fait disparaître l'illusion que donne la monnaie métallique ou la monnaie de papier.

L'or n'est utile que comme monnaie d'appoint. Il est indispensable si vous ne pouvez donner à votre créancier, en paiement de vos dettes, ni marchandises, ni valeurs qui lui conviennent. Alors, ce créancier demande de l'or. C'est la crise du change.

L'inflation qui résulte du papier-monnaie a un tout autre caractère. Les

frais de production sont insignifiants tandis que les frais de production de l'or sont considérables.

Quand la machine à imprimer donne 10 milliards de francs, dont le prix de fabrication est insignifiant, le pouvoir d'achat de l'État qui les reçoit est augmenté d'autant, mais il n'est augmenté qu'à l'intérieur du pays, car le papier émis est sans valeur à l'étranger. Mais cette production de milliards de papier n'a pas augmenté d'un centime la production du blé, de la houille, du coton, de la laine, de tous les objets qui répondent aux besoins de l'homme. Il en résulte une augmentation rapide du pouvoir d'achat sans que ce pouvoir d'achat ait à s'exercer sur un plus grand nombre d'objets. Il produit donc l'effet d'une pompe aspirante.

C'est là le phénomène que l'on appelle l'inflation et qui entraîne une hausse des prix.

Mais en état de guerre, cette hausse des prix a d'autres facteurs : la population adulte est occupée à détruire au lieu d'être employée à produire. Si elle produit, c'est pour aider à détruire : il en résulte donc une destruction qui comprend le capital humain, des capitaux de tout genre, et des capitaux circulants, une diminution de production et des difficultés de transport.

Mais l'activité employée à cette destruction a provoqué une activité industrielle : érection de nouvelles usines, avec de nouveaux outillages ; inventions qui pourront s'adapter plus ou moins à la production du temps de paix. Le pouvoir factice donné par l'émission du papier-monnaie a donc aidé à la constitution de certains capitaux et ceux qui ont profité de l'augmentation du pouvoir d'achat artificiel qu'elle a donné, ont, en constituant des réserves, acquis de nouveaux capitaux. De là, l'illusion d'enrichissement général. Cependant, il suffit de jeter un coup d'œil sur le chiffre du portefeuille commercial de la Banque de France pour se rendre compte de la différence de l'activité des affaires. Il était en 1912 de 19 milliards, en 1913 de 20 milliards, tandis qu'en 1917, il n'est que de 9 1/2 milliards et en 1918, de 14.600 millions.

L'émission des billets de banque a jeté dans la France seule plus de 30 milliards en moins de cinq ans et peut s'élever à 40 milliards, tandis que la production de l'or, de 1876 à la fin de 1912, pour le monde entier, a été de 42 milliards dont une partie employée à des usages industriels. L'augmentation de la production de l'or, si accélérée qu'elle ait été depuis 1850, a été beaucoup plus lente que celle des principales industries : la production de l'or n'est qu'une très petite industrie dont les variations sont insignifiantes relativement à celles de l'industrie agricole et des autres industries (1).

M. PUPIN fait une observation au sujet des graphiques de M. MOURRE qui oppose les indices numbers à la production annuelle de l'or, il faut cependant distinguer les objets périssables par opposition à l'or qui se cumule. C'est ici la théorie quantitative qui est en jeu. Si cette théorie était exacte, l'accumulation d'or entraînerait la hausse des prix, mais cette théorie ne lui inspire aucune confiance ; elle n'aurait de fondement que, si l'on substituait la monnaie dans son sens le plus général à l'or. L'or s'acquiert par le travail et en définitive la question de l'or dans le mouvement des prix joue un rôle minime.

M. MOURRE répond qu'il reconnaît que l'augmentation des compensations exerce une influence sur les prix. On libère de la monnaie par compensations et on provoque la hausse des prix. Toutes choses égales d'ailleurs, si on augmente la production d'or de 10 %, les prix augmentent de 10 %.

M. DELAMOTTE croit qu'il est nécessaire d'envisager l'or comme un substractum, il est à la base d'une foule de transactions, c'est pourquoi son influence s'exerce sur les prix.

(1) Voir les conclusions de la communication de M. Yves-Guyot : « Des rapports de la production de l'or et des index-numbers de The Economist et de Sauerbeck. » *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1912, p. 140.

M. BOREL explique qu'en temps de paix l'or s'échange, s'achète, donc une grande quantité d'or doit faire diminuer les prix. On prétend que l'inflation de la circulation fiduciaire fait la hausse des prix. Comment? Si, au lieu d'augmenter cette circulation fiduciaire en faisant les mêmes dépenses, l'État payait au moyen de chèques, on vivrait avec une circulation dix fois moins grande. Les riches dépensent beaucoup et se servent de chèques. On a donné des bons de monnaie en échange de services improductifs.

M. YVES-GUYOT combat la thèse de M. BOREL. Le chèque ne crée aucune valeur, c'est un troc, un instrument de paiement. Il n'en est pas ainsi des billets. L'État embarrassé émet du papier en disproportion avec l'or et le portefeuille. Ce papier ne coûte rien (tandis que l'or coûte cher à produire) et donne à l'État un pouvoir d'achat qui entraîne la hausse des prix.

M. DELAMOTTE fait remarquer que les transactions sont plus faciles quand elles sont faites en or.

La séance est levée à 19^h 15.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
P. MEURIOT.
